

«Les critiques qui me font le plus mal sont celles qui viennent d'ici»

L'examen du rapport Marty sur les traitements inhumains et le trafic illicite d'organes au Kosovo sera l'un des points forts de la session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui s'ouvre demain à Strasbourg.

D. S. Miéville daniel.mieville@edipresse.ch

Vous avez été l'objet de nombreuses attaques, au Kosovo comme en Suisse et ailleurs, suite à la publication de ce rapport. Comment réagit-on à ce genre de choses?

J'ai dû avaler beaucoup de couleuvres. Cela ne fait pas plaisir d'être traité de menteur et de nazi. Beaucoup de gens m'ont demandé: «Mais qu'est-ce qui t'a pris de publier ce rapport?» Je ne serais pas en paix avec moi-même si je n'avais pas rempli ce mandat qu'on m'avait confié au plus près de ma conscience. Je ne pouvais pas me contenter d'accusations génériques. Le courage, disait Jean Jaurès, c'est de rechercher la vérité et de la dire. Ce qui me blesse le plus, ce sont les critiques qui viennent d'ici. Non seulement des journaux, mais de certains collègues qui me reprochent de ne pas m'occuper des intérêts de la Suisse et de m'intéresser à autre chose. Mais ça nous intéresse directement. Ce qui se passe au Kosovo a des ramifications et une influence en Suisse. Si on ne veut pas défendre les droits des autres, viendra le moment où on ne sera plus capables de défendre les siens.

Dick Marty se considère comme un «emmerdeur». Selon lui, les partis politiques tolèrent de moins en moins les libres-penseurs.

Pourquoi ce rapport a-t-il fait tant de bruit?

Il a fait du bruit parce qu'il est crédible. On a touché un nerf sensible. J'ai déjà été traité de menteur et d'affabulateur lorsque j'ai présenté au Conseil de l'Europe, en 2006 et en 2007, deux rapports sur les prisons secrètes de la CIA sur territoire européen. Certains journaux comparaient ce rapport à un «fromage suisse plein de trous». La NZZ prenait un ton méprisant en disant qu'il n'y avait «rien de nouveau dans le rapport Marty», alors que le même jour le Guardian y consacrait une colonne en une, et une page entière. La suite des événements m'a donné raison et je me permets de citer deux faits.

Le gouvernement turc avait démenti, en disant que j'écrivais des romans, l'utilisation par la CIA d'une base américaine en Turquie. Ces tout derniers jours, on a appris grâce à WikiLeaks que l'ambassade américaine à Ankara avait reconnu, dans un câble adressé à Washington, que la CIA avait utilisé de cette façon une base américaine.

Personne n'a encore remarqué que ce câble est daté du 8 juin 2006. Or, mon premier rapport avait été présenté le 7 juin. On voit aujourd'hui que l'ambassade américaine à Ankara avait reconnu ces faits, en donnant des détails, dès le lendemain de mes déclarations. Le président Bush a fini lui aussi par reconnaître l'existence des prisons de la CIA après mon premier rapport, parce que Washington savait que j'avais recueilli des éléments d'information importants, qui ont été illustrés par la suite dans le rapport de 2007.

J'avais employé le conditionnel (pour ce cas, je n'avais qu'une seule source, bien que fiable) pour dire que les Américains avaient utilisé, pour ce genre d'activités, l'île de Diego Garcia, territoire britannique de l'océan Indien abritant une base américaine. Tony Blair avait rejeté de façon hautaine ces accusations. Elles ont fini par être reconnues officiellement. Un membre du gouvernement Brown est venu par la suite présenter des excuses devant la Chambre des communes.

On vous reproche de ne pas apporter de preuves.

Je ne suis pas un juge d'instruction, je suis un dénonciateur. Il y a des détails très précis dans mon rapport. Je m'étonne qu'il fasse scandale alors que tous les éléments, ou presque, étaient déjà connus. Ces activités criminelles sont connues depuis dix ans. L'UCK a été considérée dans les années nonante comme un groupe terroriste se livrant à des trafics d'armes, de drogue et d'êtres humains. En juin 1999, le New York Times et le Guardian ont repris un rapport du FBI sur la question. En 2005, c'est le Spiegel qui a mis la main sur un rapport de service de renseignement allemand 26/51

(BND) sur le même sujet. Le véritable scandale, c'est d'avoir pris l'option de refuser de voir les agissements de certains milieux qu'on avait mis au pouvoir à Pristina.

Quelles sont les limites de la mission européenne Eulex sur le terrain?

Il est difficile de travailler avec certains interprètes qui ne sont pas fiables. Comme elles contrôlent les banques de données, les autorités kosovares savent tout de suite qui, au sein des internationaux, enquête sur qui. Aucun témoin ne peut accepter de parler si sa sécurité n'est pas assurée. Moimême j'ai eu beaucoup de difficultés à contacter des témoins. Le fait de pouvoir maintenir une confidentialité totale m'a été précieux. Cela m'a permis d'approcher des sources qui n'ont jamais parlé à personne.

Avez-vous l'impression d'être un homme seul?

C'est probablement mon destin et ma vocation. J'ai l'impression que les gens ont peur de s'engager. Cela dit, c'est aussi un avantage d'être un homme seul. Comme pour les recherches sur les prisons secrètes de la CIA, avec deux seuls collaborateurs (à temps partiel), j'ai pu aller bien plus loin que le Parlement européen qui, sur le même sujet, avait engagé une commission permanente de 46 membres bénéficiant d'un secrétariat d'une douzaine de personnes. Les témoins parlent plus volontiers à un homme seul plutôt que devant 46 personnes.

Avez-vous l'impression d'être un gêneur, à Berne comme sur la scène internationale?

Je dirais plutôt un emmerdeur. Les partis tolèrent de moins en moins les libres-penseurs. Ils donnent des consignes de vote sur tout, la moindre question est considérée comme stratégique. C'est étonnant de constater à quelle vitesse le climat a changé. Quand je suis entré au Conseil des Etats, quatre professeurs d'université y siégeaient. Il n'y en a aujourd'hui plus un seul. Pourquoi?

Le travail des représentants de la Suisse à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe paraît avoir beaucoup de peine à être reconnu à Berne, où on vous accuse, vous et vos collègues, de négliger la politique intérieure.

Cette participation, ces contacts avec des parlementaires de 46 autres pays enrichissent le regard et la réflexion. On ne peut pas plus faire de la politique suisse sans vision de l'Europe et du monde qu'on ne peut faire de la politique cantonale sans vision du contexte fédéral. Cela d'autant plus que le monde se transforme à toute allure. Mon travail à Strasbourg ne m'empêche pas d'être actif à Berne en commission, où j'ai influencé un certain nombre de décisions. Et la façon dont on traite mon collègue Andy Gross est dégoûtante. Il joue un rôle international très important et son engagement est reconnu partout à l'étranger. Chez nous, on lui fait des misères pour ses voyages. Mais quand un type dépasse, il faut l'abattre, c'est la perfidie des petits. x